

Association ARIFE
Association Rurale pour l'Information des Femmes et pour l'Enfance
Etablissement « La Souris Verte »
6 bis, rue Miss Pell
06260 PUGET THENIERS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice d'une durée de 12 mois clos le 31/12/2022



Aux adhérents,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale du 24/05/2013, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31/12/2022, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'association ARIFE, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- La justification de nos appréciations ;
- Les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes

OPINION

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 01/01/2022 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment sur les points suivants :

- *Le poste « Autres créances » qui représente 40% du total de l'actif du Bilan,*
- *Le poste « Disponibilités » qui représente 52% du total de l'actif du Bilan,*
- *Le poste « Dettes fiscales et sociales » qui représente 26% du total du passif du Bilan,*

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents.

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière de l'Association et les comptes annuels.



Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient au Conseil d'Administration d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe au Conseil d'Administration d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels


Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci. Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;*
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;*
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;*

- *il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;*
- *il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.*

Nice, le 23/03/2023,

Patrice MINETO

Commissaire aux Comptes

	Brut	Amortissement Dépréciation	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
<i>Concessions, licences, logiciels, droits et valeurs similaires</i>	2 209	2 208	1	1
Immobilisations corporelles				
<i>Installations techniques, matériels et outillages industriels</i>	7 557	6 791	766	1 287
<i>Autres immobilisations corporelles</i>	51 914	44 769	7 145	9 119
Immobilisations financières				
<i>Participations</i>	99		99	99
<i>Autres immobilisations financières</i>	450		450	450
Total I	62 228	53 768	8 461	10 957
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
<i>Avances et acomptes versés sur commandes</i>	1 545		1 545	
Créances				
<i>Créances usagers et comptes rattachés</i>	5 019	314	4 705	5 510
<i>Autres créances</i>	73 779		73 779	52 018
Autres postes de l'actif circulant				
<i>Disponibilités</i>	95 133		95 133	161 669
Total II	175 477	314	175 162	219 196
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	237 705	54 082	183 623	230 153
Legs nets à réaliser :				
acceptés par les organes statutairements compétents				
autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre :				

	au 31/12/2022	au 31/12/2021
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres avec droit de reprise		
Réserves		
Report à nouveau	104 149	85 663
Excédent ou Déficit hors activités sociales et médico-sociales	-14 127	18 486
Situation nette (sous-total)	90 023	104 149
Subventions d'investissement		210
Total I	90 023	104 359
FONDS REPORTES ET DEDIES		
PROVISIONS		
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	35 184	48 625
Emprunts et dettes financières diverses	18	25
Avances et commandes reçues sur commandes en cours	201	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 862	14 138
Dettes fiscales et sociales	48 019	59 656
Autres dettes	4 316	3 350
Total IV	93 600	125 794
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	183 623	230 153
(1) Dont à plus d'un an (a)	9 769	
Dont à moins d'un an (a)	83 630	
(2) Dont concours bancaires et soldes créditeurs de banque		
(3) Dont emprunts participatifs		
(a) A l'exception des avances et acomptes reçus sur commandes en cours		

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et de services		
<i>Ventes de prestations de services</i>	252 460	245 850
Produits de tiers financeurs		
<i>Concours publics et subventions d'exploitation</i>	197 067	230 860
Reprises sur amort., dépréciations, provisions et transferts de charges	14 296	9 926
Autres produits	605	29
Total I	464 428	486 665
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	122 243	122 542
Impôts, taxes et versements assimilés	5 368	4 907
Salaires et traitements	262 741	251 536
Charges sociales	75 716	77 582
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 559	5 134
Autres charges	2 298	1 415
Total II	471 925	463 117
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	-7 497	23 548
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	794	352
Total III	794	352
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts et charges assimilées	423	546
Total IV	423	546
2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)	371	-194

	Exercice N 31/12/2022	Exercice N-1 31/12/2021
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)	-7 126	23 354
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	653	2 771
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	210	1 074
Total V	862	3 845
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)	862	3 845
Participation des salariés aux résultats (VII)	7 863	8 713
Total des produits (I+III+V)	466 085	490 862
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	480 211	472 376
EXCEDENT OU DEFICIT	-14 127	18 486

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Prestations en nature	72 298	70 817
Total	72 298	70 817
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature	72 298	70 817
Total	72 298	70 817

Désignation de l'association : ARIFE ASSOCIATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022, dont le total est de 183 623 EURO et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 14 127 EURO. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 03/03/2023 par les dirigeants de l'association.

Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2022 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en EURO.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- * Installations techniques : 5 à 10 ans
- * Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- * Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- * Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- * Matériel informatique : 3 ans
- * Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'entreprise à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels


Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



Conséquences de l'événement Covid-19

L'événement Covid-19 n'a pas eu d'impact significatif sur le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'entreprise. Néanmoins, étant toujours en cours à la date d'établissement des comptes annuels, l'entreprise est en incapacité d'en évaluer les conséquences précises sur les exercices à venir.


Actif immobilisé**Tableau des immobilisations**

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 512		1 303	2 209
Immobilisations incorporelles	3 512		1 303	2 209
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 111		1 554	7 557
- Installations générales, agencements aménagements divers	64 357		23 598	40 759
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	13 774	749	3 369	11 155
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	87 242	749	28 520	59 470
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations	99			99
- Autres titres immobilisés				
- Prêts et autres immobilisations financières	450			450
Immobilisations financières	549			549
ACTIF IMMOBILISE	91 304	749	29 824	62 228

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Ventilation des augmentations				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		749		749
Apports				
Créations				
Réévaluations				
Augmentations de l'exercice		749		749
Ventilation des diminutions				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions	1 303	28 520		29 824
Scissions				
Mises hors service				
Diminutions de l'exercice	1 303	28 520		29 824

Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles	3 511		1 303	2 208
Immobilisations incorporelles	3 511		1 303	2 208
- Terrains				
- Constructions sur sol propre				
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 824	521	1 554	6 791
- Installations générales, agencements aménagements divers	61 591	1 010	23 598	39 003
- Matériel de transport				
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	7 421	1 713	3 369	5 766
- Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	76 836	3 245	28 520	51 560
ACTIF IMMOBILISE	80 347	3 245	29 824	53 768

Actif circulant

Etat des créances

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 79 248 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé :			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres	450		450
Créances de l'actif circulant :			
Créances Clients et Comptes rattachés	5 019	5 019	
Autres	73 779	73 779	
Charges constatées d'avance			
Total	79 248	78 798	450
Prêts accordés en cours d'exercice			
Prêts récupérés en cours d'exercice			


Produits à recevoir

	Montant
ljss a recevoir	665
subventions à recevoir	69 556
UNIFORMATION REMB A RECEVOIR	3 559
Total	73 779

Dettes

Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 93 399 EURO et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	35 184	25 415	9 769	
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)	18	18		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 862	5 862		
Dettes fiscales et sociales	48 019	48 019		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	4 316	4 316		
Produits constatés d'avance				
Total	93 399	83 630	9 769	
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	13 441			
(**) Dont envers les associés				

Charges à payer

	Montant
Fournis. factures non parvenue	1 947
Intérêts courus	18
Dettes provisio. pour congés p	10 694
Charges sociales sur congés pa	4 488
UNIFORMATION	4 463
Charges à payer	4 316
Total	25 926